

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 465^e
SÉANCE



Mercredi 24 novembre 1965,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 101 de l'ordre du jour:

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite):

- a) Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix;
- b) Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix. 1

Président: M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite) [A/SPC/L.117 et Add.1 et 2]:

- a) Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/5915 et Add.1, A/5916 et Add.1, A/5972, A/6026);
- b) Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix (A/5966/Rev.2)

1. M. GOLDBERG (Etats-Unis d'Amérique), après avoir déclaré que le maintien de la paix est au cœur même des activités de l'Organisation, rappelle que le Secrétaire général lui-même a très utilement défini les forces de maintien de la paix. S'adressant en 1963 à l'Association des anciens élèves de l'Université Harvard, le Secrétaire général a en effet déclaré au sujet de ces forces qu'elles n'avaient que très peu de chose en commun avec celles dont il est question au Chapitre VII de la Charte, mais que leur existence n'était pas en contradiction avec les dispositions de ce chapitre, qu'elles n'étaient pas des forces combattantes et qu'elles agissaient seulement avec l'assentiment des parties directement intéressées. Les Nations Unies ont eu plusieurs fois recours à des forces de ce genre, depuis l'initiative prise en Grèce en 1947 jusqu'à celle qui a été prise pour l'Inde et le Pakistan en 1965.

2. Le rapport du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale au Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/5915/Add.1, annexe II) ainsi que les débats de ce comité ont contribué à définir les opérations de maintien de la paix. A l'inverse des actions coercitives, ces opérations ont un caractère volontaire en ce sens que les Etats Membres ne sont pas tenus de fournir leur part du personnel, du matériel ou des services nécessaires, et qu'elles ne sont entreprises sur le territoire d'un pays donné qu'avec l'assentiment de ce pays; de plus, elles ont été effectuées sous des formes diverses,

depuis les missions d'observation et de contrôle jusqu'aux fonctions de maintien et de rétablissement de l'ordre public.

3. Il est encourageant de constater que les opérations de maintien de la paix ont pu être entreprises au cours des années en dépit de toutes les oppositions de principe. Cela n'a été possible que grâce à la diplomatie et à l'esprit de décision du Secrétaire général, à la générosité et au dévouement des pays participants et, par-dessus tout, au bon sens profond dont ont fait preuve la grande majorité des Etats Membres, ceci bien qu'aucun d'eux ne fût pleinement satisfait des dispositions prises pour telle ou telle opération. Il faut en effet se garder de croire que l'accord total de tous les intéressés est indispensable à la coopération. Là comme ailleurs, l'adaptation pragmatique à chaque cas particulier est peut-être la voie la plus sûre. Il ne faut pas, notamment, que la recherche des améliorations nécessaires porte atteinte aux dispositions déjà en vigueur, et que les progrès considérables déjà réalisés en ce qui concerne les méthodes de maintien de la paix puissent être annihilés par une petite minorité. Comme la délégation des Etats-Unis l'a déclaré à la 15^{ème} séance du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, le Gouvernement des Etats-Unis n'est pas disposé à accepter que les possibilités d'action des Nations Unies en faveur de la paix puissent être réduites à néant par le vote négatif d'un seul Etat Membre, et l'efficacité de l'Organisation ne doit pas dépendre de l'appui que lui fournissent ceux de ses membres qui sont le moins disposés à coopérer.

4. Un certain nombre de principes fondamentaux se sont fait jour par le passé et peuvent guider l'action future. Ces principes peuvent être résumés comme suit.

5. Premièrement, le Conseil de sécurité exerce la responsabilité principale pour ce qui est de prendre l'initiative des opérations de maintien de la paix et d'en surveiller le déroulement, et il ne fait aucun doute que l'on s'accorde en général pour penser qu'il y a lieu de recourir au maximum à cet organe des Nations Unies. L'expérience du Congo, de Chypre et du Cachemire a montré que le Conseil de sécurité est capable de s'acquitter de ses responsabilités, et l'élargissement de sa composition devrait favoriser un renforcement de ses activités de maintien de la paix. Les Etats-Unis sont toujours d'avis, ainsi qu'ils l'ont proposé en septembre 1964 au Groupe de travail des Vingt et Un¹, que toutes les propositions visant à entreprendre des opérations de maintien de la paix doivent être examinées d'abord au Conseil de sécurité, et que l'Assemblée ne devrait autoriser des opé-

¹ A/AC.113/30 (miméographié).

rations de ce genre ou en assumer la responsabilité que dans les cas où le Conseil s'est montré dans l'incapacité d'agir.

6. Deuxièmement, l'Assemblée générale a une responsabilité "résiduaire" pour ce qui est de prendre l'initiative d'opérations de maintien de la paix et d'en surveiller le déroulement. La vraie question qui se pose est de savoir si, devant le veto d'un membre permanent du Conseil de sécurité, l'Assemblée peut autoriser de son propre chef la mise en train d'opérations de maintien de la paix. Il semble que la grande majorité des Etats Membres répondent à cette question par l'affirmative, et la Cour internationale de Justice elle-même a confirmé les arguments sur lesquels s'appuie la reconnaissance de pouvoirs complémentaires de l'Assemblée^{2/}. Se ranger sur ce point à l'avis de la minorité serait absurde du point de vue théorique et inacceptable du point de vue pratique. En effet, tous les Etats Membres ont accepté de s'abstenir de recourir à la force sauf en cas de légitime défense et les restrictions ainsi imposées à chacun n'ont été acceptées qu'à la condition que l'Organisation puisse agir avec succès lorsque la paix et la sécurité sont menacées. Les Etats-Unis, pour leur part, n'ont jamais admis que tel ou tel Etat Membre puisse disposer unilatéralement du pouvoir d'empêcher des opérations de maintien de la paix ne comportant aucune action coercitive. Ils ont affirmé jusqu'ici et continuent d'affirmer la compétence de l'Assemblée pour ce qui est d'entreprendre des opérations de maintien de la paix indépendamment du veto qui pourrait être opposé par les Etats-Unis eux-mêmes, et ils font appel aux autres pays pour qu'ils prennent conscience du fait qu'à long terme il est de leur intérêt d'adopter une telle attitude.

7. Troisièmement, l'Assemblée générale est seule compétente pour répartir parmi les Etats Membres les dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix. Ce principe, reconnu par la grande majorité des Etats Membres, est confirmé par l'Article 17 de la Charte, par 20 années de pratique et par l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice, que l'Assemblée générale a elle-même accepté. En matière de financement comme en matière d'autorisation, les pouvoirs de l'Assemblée doivent être sauvegardés et aucun Etat Membre ne devrait pouvoir opposer son veto à l'encontre d'un plan de financement accepté par tous les autres.

8. Quatrièmement, les dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix devraient, autant que possible, incomber collectivement à la totalité des Etats Membres. Ce principe, affirmé sans réserve par la résolution 1874 (S-IV) de l'Assemblée générale, bénéficie de l'appui de la majorité des Etats Membres parce qu'il fournit le moyen le plus satisfaisant de répartir équitablement le fardeau financier, parce qu'il implique que chaque Etat Membre a intérêt à la sauvegarde de la paix et doit donc apporter sa contribution à cet effet, et parce qu'il tient compte du fait que les Etats Membres mettent plus aisément des contingents militaires à la disposition de l'Organisation lorsqu'une opération donnée est appuyée par une

grande partie des Membres, cet appui étant attesté par une large participation financière. En effet, si la méthode du financement bénévole mérite d'être considérée dans certains cas particuliers, l'expérience montre qu'elle impose un fardeau exagérément lourd aux pays qui fournissent des troupes et qu'elle ne suffit pas toujours à assurer la continuité des ressources, comme le prouve le fait qu'à l'heure où la Commission examine la question dont elle est saisie il manque au Secrétaire général quelque 7 millions de dollars pour l'opération entreprise à Chypre. En tout état de cause, il appartient à ceux qui voient une solution dans le financement bénévole de démontrer que cette solution est viable dans les situations concrètes devant lesquelles l'Organisation peut se trouver.

9. Cinquièmement, les dépenses relatives au maintien de la paix doivent être partagées équitablement entre les Etats Membres, compte tenu de leurs possibilités et du caractère international de ces opérations. La résolution 1874 (S-IV) comportait une double affirmation, à savoir que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes que les autres et qu'il y a lieu de tenir compte, pour les contributions des membres permanents du Conseil de sécurité, des responsabilités particulières qui incombent à ces membres. Il ressort des débats de la Commission politique spéciale et de l'Assemblée générale qu'une bonne partie des représentants sont en faveur d'un barème spécial de quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix, proposition qui a également l'appui de la délégation des Etats-Unis.

10. Sixièmement, les méthodes en vigueur à l'Assemblée générale pour l'autorisation, la surveillance et le financement des opérations de maintien de la paix devraient comporter des dispositions grâce auxquelles les Etats Membres qui auraient la responsabilité principale du déroulement de ces opérations pourraient se faire entendre comme il se doit. C'est dans cet esprit que la délégation des Etats-Unis a présenté au Groupe de travail des Vingt et Un, en septembre 1964, une proposition^{1/} relative à la création d'une commission spéciale des finances de l'Assemblée générale. Cette commission comprendrait les membres permanents du Conseil de sécurité et un pourcentage relativement élevé des Etats Membres qui, dans chaque zone géographique, versent des contributions importantes. Lorsqu'elle approuverait les dispositions financières relatives aux opérations de maintien de la paix, l'Assemblée agirait uniquement à la suite des recommandations que cette commission aurait approuvées à la majorité des deux tiers. Les Etats-Unis, notant que les délégations de la Nigéria et de la France ont formulé des propositions qui concernent le même problème, sont disposés à examiner toute méthode qui paraîtrait raisonnable à cet égard.

11. Septièmement, le Secrétaire général est l'intermédiaire le plus indiqué pour la mise en œuvre des opérations de maintien de la paix et, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation, il a le droit et le devoir d'appliquer les directives du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des autres organes des Nations Unies. A diverses reprises, au cours des 20 dernières années, il s'est acquitté de

^{2/} Certaines dépenses des Nations Unies (Article 17, paragraphe 2, de la Charte), Avis consultatif du 20 juillet 1962; C.I.J., Recueil 1962, p. 151.

responsabilités diverses dans ce domaine et il y a lieu qu'il continue de le faire.

12. Tels sont les principes généraux qui, selon la délégation des Etats-Unis, doivent guider l'Organisation pour la solution du problème du maintien de la paix. Ces principes sont conformes, d'une manière générale, à ceux qui figurent au paragraphe 52 du rapport présenté au Comité spécial des opérations de maintien de la paix par le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée, principes qui bénéficient eux-mêmes d'un large appui de la part des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

13. Passant ensuite aux propositions présentées à l'origine par la délégation de l'Irlande (A/5966 et Rev.1 et 2), le représentant des Etats-Unis déclare tout d'abord que ces propositions représentent une invitation, adressée à chaque membre de l'Assemblée, à repenser sa position en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix. Or, c'est de la façon dont il sera répondu à cette invitation que dépendra en grande partie la capacité des Nations Unies de s'acquitter de la responsabilité principale qui leur incombe en vertu de la Charte.

14. Certains des principes énoncés plus haut trouvent leur expression dans le projet de résolution présenté à la Commission sous la cote A/SPC/L.117 et Add.1 et 2. Ce projet de résolution reconnaît la responsabilité particulière du Conseil de sécurité pour ce qui est de prendre l'initiative d'opérations de maintien de la paix et d'en surveiller le déroulement. Il affirme la compétence de l'Assemblée générale dans les cas où le Conseil se trouve dans l'incapacité d'agir. Il sauvegarde le droit de l'Assemblée générale d'imposer les Etats Membres pour faire face aux dépenses de maintien de la paix. Il envisage également une responsabilité financière collective, sous réserve du droit que l'Assemblée accorderait aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de se désolidariser d'une opération donnée, droit qui serait assorti d'un accroissement des responsabilités financières des autres membres permanents du Conseil.

15. La délégation des Etats-Unis estime que la responsabilité financière collective ne peut être pleinement réalisée en pratique qu'à la faveur d'un changement d'attitude de la part de certains membres permanents du Conseil. Le représentant des Etats-Unis a déjà indiqué sans doute possible que son pays demeurerait fidèle à l'accord intervenu précédemment. Cependant, la reconnaissance, par la délégation des Etats-Unis, des principes qu'elle vient d'énoncer implique qu'à titre de mesure provisoire elle est disposée à admettre la faculté de se désolidariser, si tel est le vœu de la majorité de l'Assemblée. A défaut de responsabilité collective pleine et entière, il faut s'efforcer tout au moins de faire en sorte que la responsabilité soit partagée au maximum. Comme le représentant des Etats-Unis l'a déjà dit à la 15ème séance du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, bien que les Etats Membres ne soient pas disposés à appliquer les dispositions de l'Article 19 de la Charte, il importe qu'ils continuent d'appuyer en pratique le principe de la responsabilité financière collective, et qu'ils adoptent des méthodes équitables permettant à ceux qui sont prêts

à assumer leur part de cette responsabilité d'agir de concert.

16. Les propositions formulées à l'origine par le représentant de l'Irlande envisagent également un barème spécial de quotes-parts, barème fixe qui serait applicable à toutes les opérations quelle qu'en soit l'importance, et qui ne tiendrait pas compte des circonstances particulières à chaque cas. La délégation des Etats-Unis estime, pour sa part, que le barème ordinaire des quotes-parts devrait être respecté pour les opérations de maintien de la paix qui sont d'importance relativement réduite ainsi que pour une fraction restreinte des opérations de plus grande envergure. La délégation des Etats-Unis fait également des réserves au sujet de la proposition qui aboutirait à ce qu'un seul pays soit forcé de supporter jusqu'à 50 p. 100 des dépenses relatives à une opération. En effet, en vertu de la législation intérieure des Etats-Unis, elle n'est pas autorisée à accepter une part supérieure à 33 1/3 p. 100 du total de toute dépense.

17. D'autre part, la délégation des Etats-Unis se réserve le droit de revenir ultérieurement sur les nouvelles méthodes par lesquelles l'Assemblée générale prendrait l'initiative d'opérations de maintien de la paix. Elle se contentera pour l'instant de faire des réserves en ce qui concerne une modification du règlement qui aurait pour effet d'assimiler les abstentions à des votes négatifs. Une telle modification pourrait en effet aboutir au rejet d'une opération de maintien de la paix qui aurait en fait la faveur d'une importante majorité des membres, par exemple dans les cas où il y aurait 77 voix pour, 10 voix contre et 30 abstentions.

18. Enfin, la délégation des Etats-Unis voudrait faire à son tour des propositions constructives. Elle rappelle tout d'abord que le Secrétaire général a instamment demandé aux Etats Membres de désigner spécialement, parmi leurs forces militaires, des unités qui pourraient être mises à la disposition des Nations Unies sur la demande de l'Organisation. Des mesures de ce genre ont déjà été prises par certains pays. La désignation spéciale de certaines unités présente des avantages pratiques. Elle manifeste, de la part de tel ou tel pays, l'intention ferme de participer aux opérations de maintien de la paix dans certaines conditions. De plus, elle permet de connaître à l'avance les unités et les ressources disponibles, et les éléments préalablement désignés peuvent également se préparer à agir en fonction des besoins éventuels des Nations Unies. Il va de soi que l'utilisation des unités en question est subordonnée à la décision de chaque pays de participer ou non à telle ou telle opération. Il n'en demeure pas moins vrai que les avantages de ce système ne sont pas seulement psychologiques. Ils pourraient être encore renforcés si, par exemple, au Secrétariat même, on s'efforçait de planifier la manière dont pourraient être menées des opérations éventuelles. L'Organisation pourrait ainsi connaître d'avance le personnel, le matériel et les services éventuellement nécessaires. Elle pourrait également solliciter l'affectation spéciale du personnel, du matériel et des services requis, en s'adressant à divers Etats Membres et en faisant appel aux contributions de divers pays appartenant

à toutes les zones géographiques du monde. Les unités ainsi désignées préalablement pourraient être entraînées de façon à répondre aux exigences particulières des opérations entreprises par les Nations Unies. L'Organisation pourrait aussi mettre au point des manuels d'entraînement et favoriser la normalisation du matériel et des méthodes. D'autre part, on pourrait entreprendre de former des officiers, ainsi que du personnel spécialisé, par exemple des spécialistes des télécommunications, dont la rareté a souvent gêné par le passé certaines opérations de maintien de la paix. L'aide qui serait fournie aux pays qui désigneraient spécialement certaines unités pourrait leur être dispensée soit par l'intermédiaire des Nations Unies, soit par l'intermédiaire de tel ou tel Etat Membre.

19. Il va de soi que l'élément primordial de la capacité des Nations Unies à maintenir la paix est d'ordre politique et moral. Les Etats-Unis, pour leur part, sont résolus à s'en remettre aux Nations Unies, à recourir à l'Organisation ainsi que la Charte leur en fait une obligation, et à placer leur confiance dans la capacité de l'Organisation d'agir lorsque cela est nécessaire. L'enjeu est si élevé que les Etats-Unis sont disposés à miser sur la capacité d'agir de l'Organisation et à l'appuyer, même lorsque certaines de ses décisions particulières vont à l'encontre des volontés du pays dans l'immédiat. En effet, les dangers que présente une organisation impuissante sont beaucoup plus grands que ceux d'une organisation capable d'agir, et l'intérêt national à long terme de chaque Etat Membre est de contribuer à faire en sorte que l'Organisation soit dotée de cette capacité. Il faut donc faire confiance à la capacité de l'Organisation d'assumer des tâches de plus en plus difficiles dans le domaine du maintien de la paix. Certes, elle fera des erreurs, mais l'autre terme de l'alternative, à savoir l'immobilisation des Nations Unies dans l'un des domaines essentiels de leur activité, est un risque trop élevé pour que la communauté mondiale puisse l'assumer.

20. Il faut par conséquent tirer parti au maximum de l'accord qui existe déjà sur de nombreux plans en ce qui concerne le maintien de la paix. L'unanimité serait souhaitable? Soit, mais il ne saurait être question que les intérêts de ceux qui veulent coopérer à l'élaboration d'un système viable soient compromis par les exigences de quelques-uns. On ne peut, comme le déclarait un an auparavant à l'Assemblée générale M. Stevenson (1323ème séance plénière), se soustraire au sentiment que les peuples du monde ont les yeux fixés sur les Nations Unies, attendant de voir si elles sont capables de résoudre le problème actuel pour reprendre avec une vigueur nouvelle et une détermination accrue la grande œuvre de paix inachevée.

21. M. NIELSEN (Norvège) déclare tout d'abord que, pour sa délégation comme pour beaucoup d'autres, les opérations de maintien de la paix sont au centre même des activités de l'Organisation des Nations Unies. Il est à peine exagéré de dire que la question de la solvabilité de l'Organisation doit être réglée si l'on veut que l'Organisation puisse tout simplement fonctionner.

22. Lorsqu'à la dix-neuvième session l'Assemblée générale a décidé que la question de l'applicabilité de l'Article 19 ne serait pas évoquée en ce qui con-

cerne la Force d'urgence des Nations Unies et l'Opération des Nations Unies au Congo, elle a en même temps décidé que les difficultés financières de l'Organisation seraient résolues grâce à des contributions volontaires. De nombreuses délégations ont alors pensé qu'il existait une entente en vertu de laquelle ces contributions seraient versées rapidement. Certains pays, y compris la Norvège, se sont efforcés de favoriser ce processus en versant des contributions volontaires inconditionnelles avant même que l'Assemblée eût pris sa décision, et d'autres pays ont suivi cet exemple. Cependant, on a le regret de constater que la réponse généreuse que l'on attendait ne s'est guère manifestée.

23. La délégation norvégienne fait appel à tous les Etats Membres pour qu'ils n'hésitent pas davantage et versent sans retard des contributions importantes. Elle estime qu'il serait bon, à cet égard, que la Commission lance un nouvel appel aux Etats Membres en se fondant sur la décision unanime prise par l'Assemblée générale le 1er septembre 1965 (1331ème séance plénière).

24. Parmi les tâches dont la Commission doit s'acquitter dans l'immédiat figure la nécessité de mettre au point une méthode concertée pour financer la Force d'urgence des Nations Unies au Moyen-Orient. On se trouve, d'autre part, en présence d'un désaccord en ce qui concerne les quotes-parts relatives à certains chapitres mineurs du budget ordinaire.

25. Selon la délégation norvégienne, on ne peut dire que ces questions mettent en jeu des positions de principe, et les sommes en question sont d'importance limitée. Les Etats Membres qui ne sont pas disposés à prendre leur part des dépenses dont il s'agit ont donné à entendre que ces questions étaient étroitement liées à celle de l'applicabilité de l'Article 19. Or, cette dernière question a été réglée le 1er septembre 1965. Il faut espérer que les questions connexes ne seront pas purement et simplement mises de côté par les Etats Membres en cause et que l'esprit de compromis qui s'est manifesté le 1er septembre facilitera une solution des questions mineures qui demeurent en suspens.

26. En ce qui concerne les rôles respectifs du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale pour les questions relatives au maintien de la paix, le représentant de la Norvège déclare avoir des doutes quant à la possibilité d'aboutir dans l'immédiat à une interprétation commune des dispositions de la Charte. Il serait donc préférable de renvoyer l'examen de cette question et des questions connexes au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, en l'invitant à prendre connaissance des avis exprimés à la Commission politique spéciale.

27. Pour la délégation norvégienne, les fonctions et pouvoirs du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale doivent être considérés comme complémentaires. Il découle du principe de la responsabilité principale du Conseil qu'il faut tenir compte comme il se doit des membres permanents de cet organe, non seulement à cause de l'importance particulière qui s'attache à leur vote au Conseil, mais aussi parce que, comme l'expérience l'a montré, il n'est pas réaliste d'entreprendre des opérations majeures de maintien

de la paix sans leur assentiment ou tout au moins leur consentement. Cependant, cela dit, le droit d'imposer des contributions appartient à l'Assemblée générale, ainsi que le stipule la Charte. La délégation norvégienne pense que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix devrait continuer à s'efforcer de mettre au point des dispositions d'ordre général pour la répartition des dépenses de maintien de la paix entre les Etats Membres, conformément au principe de la responsabilité collective. A cet égard, elle tient à élever une mise en garde contre la persistance d'un système de financement qui serait fondé exclusivement sur les contributions volontaires. Une telle méthode doit demeurer exceptionnelle car, ainsi que l'opération de Chypre l'a montré, elle ne donne pas au Secrétaire général l'assurance d'une poursuite rationnelle des opérations, surtout lorsque celles-ci sont d'une certaine envergure.

28. La délégation norvégienne n'a pas d'opinion arrêtée sur la formule qu'il y aurait lieu d'adopter pour le barème des quotes-parts, et elle serait disposée à accepter un barème spécial qui tiendrait compte expressément de la situation des pays en voie de développement. Elle estime en outre que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix pourrait prendre des mesures concrètes en vue de la création d'un fonds spécial de financement des opérations de maintien de la paix. D'autre part, elle ne voit aucun inconvénient à ce que des dispositions soient prises pour donner aux Etats Membres qui déclareraient par avance ne pas vouloir s'associer à une opération donnée la faculté de se désolidariser des autres Etats.

29. Le projet de résolution A/SPC/L.117 et Add.1 et 2 répond à ces diverses préoccupations, et la délégation norvégienne l'approuve donc dans ses grandes lignes. De même, le représentant de la Norvège appuie les propositions qui ont été faites par certains orateurs en ce qui concerne la désignation spéciale d'unités militaires nationales en vue des opérations de maintien de la paix. Le Gouvernement norvégien a été l'un des pionniers dans ce domaine et il est heureux de noter qu'un certain nombre d'autres pays ont suivi son exemple.

30. Cette délégation déclare d'autre part que l'existence de nombreux problèmes dans le domaine du maintien de la paix ne doit pas faire oublier que l'Organisation a été en fait en mesure d'entreprendre des opérations de maintien de la paix au moment même où les divergences étaient le plus accusées. Ces opérations ont été entreprises compte tenu des circonstances particulières à chaque cas et, selon la délégation norvégienne, il faudrait veiller à ne pas se priver des possibilités qu'offre cette méthode pragmatique. A côté du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, il existe un troisième organe important du point de vue des opérations de maintien de la paix, à savoir le Cabinet du Secrétaire général. C'est en grande partie grâce au fonctionnement harmonieux de ce cabinet et au grand prestige dont il jouit que les opérations les plus récentes ont pu être menées à bien. C'est à lui qu'il appartient de mettre en œuvre concrètement des décisions qui, généralement, sont prises sans qu'il soit possible d'envisager les détails des opérations. Il importe donc au plus haut

point que l'autorité du Secrétaire général demeure intacte. Le Secrétaire général actuel a usé de celle dont il disposait avec circonspection et modération, et il ne faudrait rien entreprendre qui puisse amoindrir sa capacité d'agir.

31. L'Organisation des Nations Unies n'est pas une organisation statique mais un organisme vivant, qui s'adapte aux besoins changeants des époques qu'elle traverse. C'est pourquoi la délégation norvégienne pense qu'il ne faut pas se fonder trop étroitement sur l'attitude qui a pu être adoptée en 1945 au moment de la fondation de l'Organisation et qu'il faut au contraire considérer la Charte comme un vaste cadre à l'intérieur duquel l'Organisation doit pouvoir grandir et se développer.

32. M. ECHARIA (Kenya) dit que l'une des raisons fondamentales de l'existence de l'Organisation des Nations Unies est la nécessité de maintenir la paix et la sécurité internationales. Pour réaliser cet objectif, l'Organisation des Nations Unies a lancé des opérations de maintien de la paix dans certaines régions où celle-ci était menacée. Cette fonction de l'Organisation est particulièrement importante, et c'est pourquoi la délégation kényenne appuiera toutes les mesures visant à renforcer l'autorité de l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix. Il y a deux moyens d'obtenir ce résultat: soit en modifiant la Charte de façon à donner à l'Assemblée générale les pouvoirs nécessaires pour autoriser une opération de maintien de la paix au cas où le Conseil de sécurité, faute d'obtenir l'unanimité de ses membres permanents, se trouverait dans l'impossibilité de remplir ses responsabilités principales qui lui incombent dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, soit en établissant un système de financement permanent permettant d'effectuer des opérations de maintien de la paix.

33. En ce qui concerne le premier point, la délégation kényenne préconise l'insertion dans la Charte d'un nouveau chapitre, qui traiterait du problème créé par l'existence du droit de veto dont disposent actuellement les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Les Nations Unies doivent être en mesure d'agir rapidement lorsque la situation l'exige, et le droit de veto a été trop souvent utilisé non pour accomplir les objectifs de la Charte, mais comme une arme au service de la politique des grandes puissances. Il convient de protéger l'Organisation contre les caprices et les intérêts nationaux, qui ont trop souvent guidé les actions de certains Membres, alors que la première considération devrait être la paix et la sécurité mondiales.

34. Il est clairement indiqué dans la Charte que le Conseil de sécurité a la principale responsabilité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales; cependant, la délégation kényenne estime que si le Conseil de sécurité est paralysé par le vote des grandes puissances il appartient à l'Assemblée générale de prendre une décision en cas d'urgence.

35. En ce qui concerne le deuxième point — la question du financement —, la délégation kényenne est persuadée que, si l'on veut maintenir la paix dans le monde, tous les Membres de l'Organisation des

Nations Unies doivent être prêts à participer au coût d'une opération. En conséquence, elle préférerait voir établir un fonds des Nations Unies pour le maintien de la paix, auquel tous les Membres de l'Organisation verseraient une contribution annuelle obligatoire. En outre, les Etats Membres seraient invités à verser des contributions supplémentaires selon leurs possibilités. La répartition des contributions au fonds se ferait d'après le même critère que pour le budget ordinaire des Nations Unies, c'est-à-dire sur la base du revenu national.

36. En ce qui concerne le projet de résolution dont est saisie la Commission (A/SPC/L.117 et Add.1 et 2), la délégation kényenne ne peut accepter certains des principes qu'il contient. Le système de pourcentage proposé dans ce projet impose un pourcentage trop élevé du coût des opérations aux membres permanents du Conseil de sécurité. La délégation kényenne estime qu'il serait plus équitable de prendre pour critère les possibilités économiques des Etats Membres et de répartir les pourcentages sur la base du revenu national des Etats Membres. Par ailleurs, la proposition tendant à exempter de toute participation aux frais les membres permanents du Conseil de sécurité qui n'auraient pas voté en faveur de l'opération n'est pas réaliste, car il serait tentant pour les membres permanents, en se fondant sur cette disposition, de voter contre une action du Conseil ou de s'abstenir lors du vote afin de ne pas avoir à contribuer aux frais. C'est pourquoi la délégation kényenne estime que la création d'un fonds permanent des Nations Unies pour le maintien de la paix constitue la seule solution réaliste au problème du financement des opérations de maintien de la paix.

37. M. SEPULVEDA (Chili) souligne que le problème considéré peut avoir les plus graves conséquences pour l'avenir même de l'Organisation des Nations Unies. Le conflit latent auquel a donné lieu le financement des opérations de maintien de la paix pendant la dix-neuvième session de l'Assemblée générale démontre clairement la gravité de la situation que peut engendrer ce problème. Une crise a pu être évitée, mais rien ne prouve qu'elle continuera de l'être, à moins qu'une solution harmonieuse ne soit trouvée pour l'avenir. La délégation chilienne est particulièrement consciente de la nécessité de trouver une nouvelle formule permettant à l'Organisation des Nations Unies de rétablir l'équilibre institutionnel et de sauvegarder la paix, lorsqu'il est impossible de l'assurer par voie de négociations directes ou par le moyen d'organismes régionaux. Le Chili a maintes fois exprimé sa foi dans la noble mission de l'Organisation des Nations Unies et est prêt à apporter sa collaboration en vue de l'exécution efficace des opérations de maintien de la paix qui pourraient se révéler nécessaires à l'avenir.

38. La grande majorité des Membres a été d'avis, à la dix-neuvième session, qu'il n'était ni prudent ni équitable d'imposer comme sanction aux Etats débiteurs la suspension du droit de vote. On estimait en effet qu'une mesure aussi radicale pourrait inciter certaines grandes puissances à se retirer de l'Organisation et provoquer ainsi sa chute. A notre avis, une telle attitude pourrait avoir pour conséquence qu'il serait impossible à l'avenir de financer de

nouvelles opérations de maintien de la paix au moyen de pourcentages obligatoires fixés par l'Assemblée générale, tout au moins tant qu'un accord général ne sera pas intervenu à cet égard. Selon la délégation chilienne, on ne peut soutenir valablement que l'Assemblée générale a renoncé à son droit résiduaire de discuter et de faire des recommandations pour toutes les questions qui intéressent la paix et la sécurité, notamment lorsqu'il s'agit de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la paix dans les cas où le Conseil de sécurité est dans l'impossibilité de remplir sa fonction primordiale en raison d'un veto. La délégation chilienne se refuse à croire que le but de la Charte est de confier expressément les possibilités d'action de toute l'Organisation aux cinq grandes puissances qui siègent de façon permanente au Conseil de sécurité, sans tenir compte de la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, notamment lorsqu'il s'agit de réaliser son objectif fondamental, savoir le maintien de la paix. Du point de vue démocratique et juridique, il est inconcevable que le vote d'un seul Etat Membre, si important qu'il soit, puisse s'opposer à celui des 116 autres pays qui composent aujourd'hui l'Organisation.

39. Si la crise institutionnelle et politique à laquelle a donné lieu l'application éventuelle de l'Article 19 a pu être surmontée, le problème financier reste entier. Ainsi, il s'agit non seulement de donner aux futures opérations de paix une base juridique indiscutable, susceptible de recevoir l'appui le plus large, mais — et cette question est intimement liée à la première — d'établir un système de financement qui répartisse le coût des opérations de façon juste et acceptable pour tous. De l'avis de la délégation chilienne, toute formule d'accord, en ce qui concerne l'organisation et le financement des futures opérations de maintien de la paix, doit reposer sur des bases équitables. En particulier, il est essentiel de laisser à l'Assemblée générale la possibilité de recommander des opérations de paix en cas de paralysie du Conseil de sécurité. Les petites et les moyennes puissances ont la possibilité, par le truchement de l'Assemblée générale, de contribuer collectivement à la tâche principale de l'Organisation, qui est de protéger la paix. C'est pourquoi elles ne peuvent renoncer à jouer un rôle dans les opérations de maintien de la paix, même s'il ne s'agit que d'un droit résiduaire.

40. La délégation chilienne estime que les débats actuels sur les opérations de maintien de la paix démontrent que ces opérations constituent une nécessité, qui n'a pas été prévue de façon suffisamment adéquate à San Francisco. En effet, il n'y a pas identité complète entre ces opérations et les mesures coercitives que le Conseil de sécurité peut prendre en vertu du Chapitre VII de la Charte. De même, la délégation chilienne estime qu'il appartient à l'Assemblée de prendre dans ce domaine une responsabilité qui n'a pas été suffisamment établie. Il a été proposé de modifier la Charte pour délimiter les responsabilités respectives de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, mais cela exigerait un travail long et difficile, et il est indispensable que l'Organisation soit dès maintenant en mesure de faire face aux situa-

tions urgentes qui pourraient se présenter. C'est pourquoi la délégation chilienne préconise l'adoption d'une formule provisoire, en attendant que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix mette au point un accord définitif.

41. Dans sa réponse au Secrétaire général (A/6026, annexe I), le Gouvernement du Chili a exprimé son accord avec les principes directeurs exposés dans le rapport du Secrétaire général et du Président de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale (A/5915/Add.1, annexe II). En ce qui concerne les responsabilités respectives qui incombent au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la délégation chilienne estime que les fonctions et les pouvoirs de ces deux organes sont complémentaires et non contradictoires. Elle partage également l'opinion exprimée dans ce document, selon laquelle le Conseil de sécurité doit être l'organe à saisir en première instance en la matière; mais, en cas de paralysie, l'Assemblée aurait le pouvoir de formuler des résolutions et d'adopter des recommandations, conformément aux responsabilités qui lui incombent en vertu des dispositions de la Charte.

42. Le problème de l'organisation et du financement des opérations de maintien de la paix dans l'avenir constitue une tâche difficile et délicate qui exigera des négociations complexes et prolongées. C'est pourquoi la délégation chilienne partage l'avis de la délégation irlandaise en ce qui concerne la nécessité de prendre des mesures provisoires en attendant une solution définitive.

43. A ce propos, la délégation chilienne estime que le projet de résolution A/SPC/L.117 et Add.1 et 2 constitue une initiative opportune, qui mérite d'être étudiée par la Commission. Le système qui y est proposé vise à donner aux recommandations de l'Assemblée générale la plus grande portée possible en matière financière, afin qu'elle puisse répartir équitablement le coût des opérations de maintien de la paix. La formule proposée est réaliste et la délégation chilienne est disposée à appuyer cette proposition, sans préjudice des amendements qui pourraient lui être apportés. Toutefois, la délégation chilienne fait siennes les observations du représentant de la Colombie, qui a signalé (463ème séance) les dangers que pourrait comporter l'établissement d'un quorum élevé, constitué par les trois quarts des Membres de l'Organisation, lorsqu'il s'agirait d'adopter une mesure conforme à la résolution 377 (V) de l'Assemblée générale. Une telle mesure pourrait en effet aboutir à une forme nouvelle de veto minoritaire collectif. En conséquence, la délégation chilienne se réserve le droit de prendre part en temps utile à l'analyse du projet de résolution ou des amendements qui pourraient être présentés.

44. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que le maintien de la paix et de la sécurité internationales constitue la tâche essentielle des Nations Unies, et que l'examen des modalités d'application pratique des mesures prévues au Chapitre VII de la Charte est d'une importance particulière. L'aggravation de la situation internationale, à la suite des actes répétés d'agression impérialiste et coloniale en Asie, en Afrique et en

Amérique latine, est un motif de préoccupation pour tous les peuples épris de paix. Les tentatives des puissances impérialistes d'écraser par la force les mouvements de libération nationale des peuples constituent une ingérence flagrante dans les affaires intérieures des petits pays. Dans de nombreuses régions du monde, par exemple en Rhodésie du Sud, se sont allumés des foyers qui menacent la paix et la sécurité internationales. C'est précisément pour cette raison que tous les peuples pacifiques placent leurs espoirs dans un renforcement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pour résoudre ce problème, il convient avant tout d'effectuer une analyse fondée non pas sur les sentiments, mais sur un examen rationnel de toutes les circonstances. A cet égard, la délégation soviétique estime indispensable de réitérer les conclusions et les propositions qu'elle a faites lors de la discussion au sein du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, propositions constructives visant à accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies.

45. Toutefois, à l'heure actuelle, on soutient de nouveau la thèse selon laquelle les difficultés rencontrées par l'Organisation ont pour cause la règle de l'unanimité des grandes puissances lors de l'adoption de décisions au Conseil de sécurité. Partant de ce raisonnement, on arrive à une conclusion erronée, à savoir qu'il est indispensable de passer outre à cette disposition. Mais, si la Charte n'est pas respectée, qu'advient-il des Nations Unies? En outre, ceux qui défendent ce point de vue n'envisagent généralement que l'aspect extérieur des faits. Ils considèrent qu'il est impossible, dans certains cas, que le Conseil de sécurité parvienne à une décision qui soit acceptable pour toutes les grandes puissances. Mais il convient d'abord de se demander dans l'intérêt de quelles grandes puissances, poursuivant quelle politique, ces impasses ont apparu. On sait que ce sont des puissances coloniales qui sont responsables de cette situation, par leurs efforts en vue d'empêcher l'adoption de projets de résolution dirigés contre l'agression coloniale. Ces puissances n'ont donc pas voté ouvertement contre ces projets de résolution; elles ont eu simplement recours au mécanisme de la procédure.

46. On sait qu'au Conseil de sécurité l'Union soviétique a voté de façon systématique contre les projets des puissances coloniales, dans l'intérêt des peuples de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, empêchant ainsi que ne soient imposées aux Nations Unies des décisions dirigées contre les mouvements de libération nationale. Maintes fois, l'Union soviétique a barré la route aux tentatives colonialistes qui menaçaient les petits pays. Il est impossible d'ignorer que le monde est témoin d'une lutte contre les forces de la réaction et que toute tentative visant à mettre sur un pied d'égalité les politiques de toutes les grandes puissances membres du Conseil de sécurité est contraire au cours actuel de l'histoire.

47. Il est absolument erroné de croire qu'une dérogation à la règle de l'unanimité pourrait servir les intérêts des petits pays. A cet égard, il est juste de poser la question suivante: comment expliquer le soudain intérêt manifesté par certaines puissances

coloniales pour les petites puissances? Si ces "amis" des peuples qui ont été libérés du joug colonial ou qui s'y trouvent encore étaient réellement prêts à défendre les intérêts des peuples de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, ils pourraient le faire aisément et librement au sein du Conseil de sécurité, en agissant dans le cadre de la Charte. Dans ce cas, aucune impasse ne serait à craindre.

48. Il est manifeste que les puissances coloniales qui s'efforcent de passer outre au Conseil de sécurité espèrent réussir, en premier lieu, à exercer au sein de l'Assemblée une influence sur les décisions qu'elle adopte et, en deuxième lieu, à conserver une influence décisive dans l'exécution des décisions politiques relatives à l'utilisation des forces armées opérant au nom et sous le couvert des Nations Unies. On ne peut manquer de rappeler à cet égard que le Conseil de sécurité a été tenu à l'écart de la mise en œuvre de sa résolution 143 (1960), en date du 14 juillet 1960, relative aux opérations des Nations Unies au Congo, ce qui a conduit en fin de compte à la tragédie congolaise et à l'assassinat de Patrice Lumumba. Il faut souligner aussi qu'il devient actuellement de plus en plus difficile de mettre froidement en œuvre la politique de la canonnière qui a été si longtemps l'instrument de la politique coloniale d'ingérence dans les affaires des autres pays.

49. Dans l'intervention qu'il a faite à la présente séance, le représentant des Etats-Unis a déclaré que, dans les questions de maintien de la paix internationale, l'enjeu est si élevé que tous les pays doivent être prêts à appuyer les Nations Unies même quand certaines de leurs décisions vont à l'encontre des intérêts nationaux. Il a ensuite souligné l'importance particulière des facteurs politiques et moraux. Mais à quels facteurs politiques et moraux pouvait-il bien songer? Pour juger l'attitude réelle des Etats-Unis et de certaines autres puissances occidentales, ce sont leurs actes, non leurs paroles, qu'il faut analyser. Or, leurs actes prouvent que ces pays ne respectent ni la Charte des Nations Unies ni l'autorité de l'Organisation et du Conseil de sécurité, et qu'ils n'hésitent pas parfois à lancer un défi aux principes fondamentaux de l'Organisation lorsque ces principes ne répondent pas aux intérêts de leur politique impérialiste. Un exemple en est donné par l'intervention armée des Etats-Unis en République Dominicaine, accompagnée d'un effort tenace en vue de paralyser l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité sous le couvert d'une prétendue "force interaméricaine" créée en violation de la Charte comme un défi au Conseil de sécurité. Et cet effort tenace se poursuit, puisque, à la Conférence interaméricaine qui se réunit actuellement à Rio de Janeiro, les Etats-Unis tentent de violer une fois encore la Charte en poussant l'Organisation des Etats américains à créer une "force interaméricaine" qui serait appelée à intervenir en passant outre au Conseil de sécurité.

50. Il convient d'attirer l'attention des représentants des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sur le danger que constitue, pour les mouvements de libération nationale, pour l'indépendance des petits pays et pour l'avenir de l'Organisation, les plans des colonisateurs qui vont à l'encontre de la paix et de la sécurité internationales. La question se pose donc de

savoir s'il est possible de parvenir à une solution du problème dont la Commission est saisie. Le Gouvernement soviétique répond par l'affirmative. Toutefois, il convient, immédiatement et sans conditions, de mettre fin à toutes les violations de la Charte et d'arriver à une véritable coopération de tous les Etats sur un pied d'égalité. Le Gouvernement soviétique a déjà attiré l'attention sur ces facteurs importants dans son mémoire en date du 10 juillet 1964^{3/} concernant certaines mesures de nature à renforcer l'efficacité de l'ONU dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Conformément à la Charte, le seul organe habilité à prendre des mesures touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales est le Conseil de sécurité; la Charte ne confère à aucun autre organe de l'Organisation ni à aucun de ses fonctionnaires le droit de régler ces questions. Il en résulte que la déclaration faite à ce sujet à la présente séance par le représentant des Etats-Unis est en contradiction flagrante avec la Charte. Les dispositions pertinentes de la Charte prennent actuellement une signification nouvelle étant donné la représentation accrue des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine au Conseil de sécurité. Or c'est précisément l'Union soviétique qui, le premier des cinq membres permanents, a ratifié les amendements appropriés.

51. L'adoption des propositions faites par l'Union soviétique pourrait assurer, dans le cadre de la Charte, une participation plus grande des pays d'Asie et d'Afrique à l'adoption de décisions concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les opérations de maintien de la paix. L'Union soviétique a proposé qu'un grand nombre de pays soient invités à participer aux travaux du Comité d'état-major auquel la Charte confie la responsabilité d'aider le Conseil de sécurité dans toutes les questions concernant l'utilisation des forces armées de l'Organisation. En effet, peut-on considérer comme normal le fait que le Comité d'état-major soit complètement méconnu? D'autre part, l'Union soviétique a proposé la création d'organes régionaux du Comité d'état-major dans diverses parties du monde et notamment en Afrique, conformément aux dispositions de l'Article 47 de la Charte, après consultation des organismes régionaux appropriés. L'Union soviétique suggère enfin que des accords soient conclus entre le Conseil de sécurité et les Etats qui le désireraient, ainsi qu'il est prévu à l'Article 43 de la Charte, afin d'assurer la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité, le cas échéant au moyen de contingents militaires rapidement disponibles. Il convient de souligner à cet égard que les déclarations faites par certaines puissances occidentales en ce qui concerne l'octroi de prétendus contingents militaires permanents vont nettement à l'encontre des dispositions de l'Article 43 de la Charte. L'objectif est de passer outre au Conseil de sécurité et de prévoir l'utilisation desdits contingents par les puissances occidentales, qui en assureraient en fait le contrôle.

52. En ce qui concerne le commandement des forces armées de l'ONU, l'Union soviétique considère que l'on doit nommer un seul commandant pour l'accom-

^{3/} Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Annexes, annexe No 21, document A/5721.

plissement de chaque tâche donnée dont la mise en œuvre serait décidée par le Conseil de sécurité; il appartient à ce dernier de procéder à cette nomination, sur recommandation du Comité d'état-major et après consultation des gouvernements directement intéressés.

53. La question relative au remboursement des dépenses entraînées par les opérations destinées à combattre l'agression doit être également résolue conformément aux dispositions de la Charte, c'est-à-dire que cette question doit être tranchée par le Conseil de sécurité qui, dans chaque cas, choisit la méthode de financement. Conformément aux principes généralement admis du droit international, on pourrait envisager diverses solutions: le remboursement pourrait être effectué par l'agresseur; les dépenses pourraient être réparties entre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies; des contributions volontaires pourraient être versées; enfin, les parties directement en cause pourraient couvrir lesdites dépenses. Lorsque le Conseil de sécurité adoptera des décisions portant création et financement de forces armées conformément aux dispositions de la Charte, l'Union soviétique sera toujours prête à participer, avec les autres Etats Membres, aux dépenses entraînées par le maintien de la paix.

54. Les représentants de certaines puissances occidentales essaient de déformer la position de l'Union soviétique lorsqu'ils prétendent que ce pays dénie à l'Assemblée générale le droit de débattre les questions concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Tout en proposant de tirer un meilleur parti des possibilités qu'offre le Conseil de sécurité dans le domaine du maintien de la paix, l'Union soviétique n'en est pas moins en faveur de l'utilisation des pouvoirs que la Charte confère dans ce domaine à l'Assemblée générale, en particulier aux termes des Articles 11, 12, 14 et 35, qui autorisent l'Assemblée à examiner toute question relative au maintien de la paix et de la sécurité internationales et, dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la Charte, à faire des recommandations à ce sujet aux pays intéressés ou au Conseil de sécurité. L'Union soviétique a déjà souligné que toute question pour laquelle il serait nécessaire d'envisager une action devrait être renvoyée par l'Assemblée générale au Conseil de sécurité; si ce dernier n'est pas à même de prendre une décision à ce sujet, rien ne saurait empêcher l'Assemblée générale d'examiner à nouveau la question et, dans les limites de sa compétence, de faire des recommandations appropriées. L'Assemblée pourrait aussi examiner la question au préalable et faire ensuite des recommandations au Conseil de sécurité. Cette pratique est conforme aux dispositions de la Charte et elle est confirmée par la décision récente de l'Assemblée générale à propos de la situation en Rhodésie du Sud. C'est donc dans le respect total de la Charte que les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine font preuve d'initiative pour l'examen des questions du maintien de la paix, non seulement au sein du Conseil de sécurité mais, le cas échéant, au sein de l'Assemblée générale.

55. L'Union soviétique est toujours prête à renforcer les Nations Unies en tant qu'instrument de maintien

de la paix, et elle a fait des propositions concrètes à ce sujet. Toutefois, elle n'acceptera jamais que l'on enfonce et que l'on déforme les dispositions de la Charte; il ne peut y avoir de position de compromis à l'égard de toute tentative qui tendrait à détruire les fondations mêmes de l'Organisation.

56. Pour ce qui est du projet de résolution présenté par la délégation irlandaise et d'autres délégations (A/SPC/L.117 et Add.1 et 2), il est en contradiction formelle avec les dispositions fondamentales de la Charte. Sous prétexte de modifier les articles 69, 88 et 89 du règlement intérieur, ce projet vise à redonner vie à la résolution 377 (V) et à reconnaître que l'Assemblée générale possède le droit résiduaire de recommander la mise sur pied d'une opération du maintien de la paix de l'ONU. Tous les termes employés ici constituent des violations de la Charte, qui stipule que le Conseil de sécurité est le seul organe compétent pour faire entreprendre de telles opérations par les forces armées qui pourraient être nécessaires pour le maintien ou le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Il suffit de lire l'Article 42 de la Charte pour s'en rendre compte. Il convient d'ailleurs de noter que la proposition irlandaise n'est pas nouvelle et que les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont proposé en mars 1964 un plan qui contenait les principaux éléments de cette proposition. L'un des points communs à ces deux plans est la promesse que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies n'auraient à subir pratiquement aucune conséquence financière du fait qu'ils "loueraient", pour ainsi dire, l'étendard des Nations Unies aux puissances coloniales.

57. Il est clair que, dans le cadre de la discussion actuelle, on ne pourra examiner dans tous ses détails le problème du renforcement de l'efficacité des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix. Or, cette question doit être étudiée de manière approfondie et détaillée. Le Comité spécial des opérations de maintien de la paix a déjà entrepris cette tâche, mais ne l'a pas terminée. Il est nécessaire de rappeler à cet égard que l'Assemblée générale a adopté le 18 février 1965 la résolution 2006 (XIX) sur l'étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix et a jugé utile de créer un organe approprié, le Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Comme l'a déclaré le Président de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale (1331ème séance plénière), il est indispensable d'achever la tâche confiée au Comité spécial des opérations de maintien de la paix; les modalités afférentes à la poursuite de cette tâche devraient faire l'objet d'une décision au cours de la vingtième session. De concert avec d'autres délégations, l'Union soviétique est prête à s'en tenir à cette décision de l'Assemblée générale, visant à ce que l'examen du problème soit poursuivi en premier lieu dans le cadre de l'organe spécial qui a été constitué à cet effet. Ce point de vue a déjà été exprimé par le représentant de l'Irak au cours de la 1354ème séance de la présente session de l'Assemblée générale. Les représentants de l'Afghanistan, de l'Ethiopie, de la Nigéria, de la Somalie et d'autres pays se sont également prononcés en faveur de la nécessité, pour le Comité spécial des opérations de maintien de la paix,

de poursuivre ses travaux. De même, la délégation soviétique est d'accord pour que soit effectuée une étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects, compte tenu du mémoire soviétique en date du 10 juillet 1964^{3/}, des explications supplémentaires fournies par la délégation soviétique au sein du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et des vues exposées par d'autres délégations au cours de la vingtième session. Le Comité pourrait alors soumettre son rapport à la vingt et unième session de l'Assemblée générale et contribuer ainsi à créer un climat constructif pour l'examen de toutes ces questions.

M. Inglés (Philippines), vice-président, prend la présidence.

58. M. SCHLUTER (Danemark) déclare que le Danemark a soutenu vivement les efforts tendant à assurer la présence des Nations Unies dans les régions où il existe des troubles. Il a participé à la plupart des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et a établi, en collaboration avec d'autres pays nordiques, une force permanente de réserve qui peut être mise à la disposition de l'Organisation. Bien que ces opérations de maintien de la paix ne soient pas envisagées expressément dans la Charte, elles sont implicitement autorisées dans le cadre des mesures mentionnées au Chapitre VI pour le règlement pacifique des différends. Les opérations de maintien de la paix se distinguent essentiellement des mesures de coercition visées au Chapitre VII de la Charte en ce qu'elles exigent dans la pratique le consentement du pays intéressé et que la fourniture de personnel et de matériel est bénévole.

59. La politique étrangère du Danemark a toujours été inspirée par le désir d'appuyer l'Organisation des Nations Unies et de renforcer son autorité. En conséquence, il est favorable à l'établissement d'un contingent de police dont la création a été envisagée par la Charte et qui devrait ultérieurement permettre la réalisation du désarmement international. Cependant, la crise grave qu'a traversée l'Organisation démontre qu'il est souhaitable de lancer les opérations de maintien de la paix sans se heurter à l'opposition des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, et notamment des grandes puissances. Il convient donc de faire preuve de prudence dans l'établissement d'un dispositif pour ces opérations. A la lumière de ces considérations, la délégation danoise appuie la proposition irlandaise et le principe qui a présidé à cette proposition, à savoir qu'il est essentiel de prévoir une fondation stable pour l'organisation et la mise en œuvre des opérations de maintien de la paix.

60. La délégation danoise estime qu'un large accord devrait être obtenu sur le principe de ces opérations et que les discussions sur l'ensemble de ce problème difficile devraient avoir lieu au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, dont le mandat devrait être reconduit. C'est notamment à cet organe que le projet de résolution de l'Irlande pourrait être renvoyé.

61. Cependant, malgré les travaux accomplis par ce comité et la décision adoptée le 1er septembre 1965 par l'Assemblée générale, les dettes de l'Organisation sont encore loin d'être remboursées. Il est donc urgent

de rétablir la situation financière de l'Organisation. La délégation danoise est disposée à appuyer toute mesure qui pourrait aider à la solution de ce problème, qu'il s'agisse d'une résolution entérinant l'appel du Secrétaire général concernant des contributions volontaires, ou d'une conférence des contributions, comme l'a proposé le représentant du Canada (A/5916/Add.1, 16ème séance).

62. En dehors des nombreuses questions que pose le maintien de la paix, il convient de remarquer que, si, dans le passé, les opérations de maintien de la paix ont été mises sur pied avec rapidité et efficacité, il ne faut pas oublier de mettre au point parallèlement un dispositif approprié de négociations. La délégation danoise se félicite de l'initiative prise par le Royaume-Uni à cet égard.

63. Pour conclure, le représentant du Danemark exprime l'espoir que les débats aboutiront à une résolution prévoyant la reconduction du mandat du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et le renvoi de l'ensemble des questions relatives aux futures opérations de maintien de la paix à ce comité, et entérinant l'appel adressé par le Secrétaire général aux Etats Membres pour qu'ils versent des contributions volontaires.

64. M. GOLDBERG (Etats-Unis d'Amérique), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, souligne que le représentant de l'Union soviétique, comprenant la faiblesse de sa position, a parlé de questions qui n'ont aucun rapport avec le sujet du maintien de la paix. Tout d'abord, il a accusé les Etats-Unis d'avoir fait obstacle aux mesures prises par le Conseil de sécurité dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales. Or, il ressort de la documentation du Conseil que l'Union soviétique a exercé son droit de veto plus de 100 fois, alors que les Etats-Unis n'en ont jamais eu l'occasion. En deuxième lieu, l'Union soviétique affirme qu'elle s'est servie de son droit de veto dans l'intérêt des pays africains et asiatiques. S'il en est ainsi, pourquoi l'Union soviétique a-t-elle si souvent voté dans un sens différent des membres des pays africains et asiatiques au Conseil de sécurité? Enfin, il ressort des observations du représentant de l'Union soviétique qu'il est nécessaire que les opérations de maintien de la paix soient soumises au veto de l'Union soviétique dans l'intérêt des pays africains et asiatiques. A ce propos, M. Goldberg souligne que les membres africains et asiatiques du Conseil de sécurité représentent leurs pays avec force et efficacité à l'Assemblée, où ils ont la majorité; dans les déclarations qu'ils ont prononcées devant la Commission, ils ont montré qu'ils savaient fort bien défendre eux-mêmes leurs propres intérêts. On ne saurait leur refuser ce droit.

65. Le représentant de l'Union soviétique a également insisté sur le fait que son pays s'était montré favorable à l'élargissement du Conseil de sécurité. C'est également la position des Etats-Unis, qui préconisent cette mesure depuis plus de 10 ans, c'est-à-dire depuis beaucoup plus longtemps que ne le fait l'Union soviétique. Ce n'est que lorsque la majorité en faveur d'un amendement à la Charte est devenue écrasante que l'Union soviétique a changé d'avis.

66. Pour ce qui est de la réunion de Rio de Janeiro, M. Goldberg fait observer qu'elle débat d'accords régionaux, conformément au Chapitre VIII de la Charte.

67. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, fait observer que le représentant des Etats-Unis a mentionné les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, mais qu'il s'est gardé de parler de la façon dont les Etats-Unis ont violé la Charte et passé outre aux résolutions du Conseil de sécurité sans tenir compte des vœux de l'Organisation des Nations Unies. Au lieu de faire une déclaration générale et sans objet, il vaudrait mieux citer des faits concrets, fondés sur les documents du Conseil de sécurité.

68. La délégation soviétique, pour sa part, n'a jamais accepté aucune transaction susceptible de violer les principes fondamentaux de l'Organisation et de porter préjudice aux intérêts des petits pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, qu'elle a toujours défendus au Conseil de sécurité, comme ailleurs. Lorsque l'Union soviétique s'est élevée contre certaines décisions concernant les opérations de maintien de la paix, elle l'a

fait parce que les puissances occidentales et, en premier lieu, les Etats-Unis, mettaient en œuvre ces décisions non dans l'intérêt de l'Organisation ou des petits Etats, mais dans leurs propres intérêts impérialistes. Il suffit de citer l'exemple du Congo, qui est typique de la politique impérialiste poursuivie par les pays occidentaux et notamment les Etats-Unis d'Amérique. De même, le représentant des Etats-Unis n'a pas parlé des principes moraux et politiques qui ont guidé les Etats-Unis d'Amérique lorsqu'ils se sont ingérés par la force dans les affaires intérieures de la République Dominicaine. Ce sont là des faits concrets qui parlent d'eux-mêmes. Une fois encore, il convient de souligner le désaccord qui existe entre les déclarations du représentant des Etats-Unis dans les divers organes des Nations Unies et la politique que ce pays poursuit par ailleurs, en complète violation de la Charte.

69. Le PRESIDENT annonce que, conformément à la décision prise antérieurement par la Commission, la liste des orateurs est close.

La séance est levée à 13 h 50.

